

En guise de second numéro de **L'ECH@ de L'ETE**, voici le dernier numéro du mensuel du Comède, le Comité pour la santé des exilés, « Maux d'exil » dans lequel nous avons écrit un article.

Bon été ; Michel et Jean-Pierre

Le nouveau numéro de Maux d'Exil est disponible : découvrez le en pièce jointe ou sur le site du Comede. ([ici](#).)

Maux d'Exil : Villes accueillantes pour les exilé-es : politiques et résistances

Au Sommaire :

Edito : Bienvenue, un message devenu disruptif

Christophe David, membre du CA et trésorier du Comede

Quand les villes se revendiquent accueillantes... et s'unissent

Léa Enon-Baron, directrice de l'ANVITA

L'hospitalité : une résistance et une alternative radicales

Jean-Pierre Cavalié, Réseau Hospitalité

Bélâbre, ce village qui aurait voulu être accueillant

Jean-Marie Fardeau, co-président de l'association VoxPublic

Pour un choc des solidarités

Aurélia Huot, coordinatrice du collectif « Le Revers des municipales », et **Bénédicte Maraval**, assistante sociale et chargée de plaidoyer au Comede.

INVENTER L'AVENIR

L'hospitalité : une résistance et une alternative radicales

Jean-Pierre Cavalié, Réseau Hospitalité

Nous entendons parler de ces villes des États-Unis qui luttent ouvertement contre les agissements de la Police de l'Immigration, ICE, faisant la chasse aux personnes immigrées, parfois installées depuis 10 ans. Elle se comporte comme une milice fasciste, allant jusqu'à tuer froidement en pleine rue. Derrière elle, c'est la politique xénophobe de Donald Trump qu'habitantes et élus affrontent courageusement et quotidiennement en avertissant, protégeant, cachant, nourrissant, s'interposant... Au-delà des personnes étrangères, c'est aussi leur démocratie que ces gens défendent avec résolution face au « dictateur de la

Maison Blanche » qui entend dicter sa loi au-dessus des lois de l'Union. Il a déjà limogé ou licencié des centaines de milliers de personnes qui pourraient lui résister. Il peut expulser des étrangers, y compris des enfants, mais il ne peut faire de même avec la population ; c'est elle la clef de la démocratie dont le socle est la désobéissance civile qui consiste à désobéir à une loi pour défendre un droit fondamental.

Une conscience planétaire

Cette politique inhumaine pourrait nous paraître lointaine, pourtant celle que met

en œuvre l'Union Européenne s'en rapproche dangereusement à travers, notamment, le nouveau pacte Migration et Asile qui entre maintenant en application et le Règlement Retour encore en chantier. Ils vont faciliter la surveillance panoptique, l'arrestation, l'enfermement et l'expulsion des étrangers passés en situation administrative irrégulière, rendre beaucoup plus difficile leur séjour et leur intégration ; tout cela au mépris assumé des droits fondamentaux et donc de la démocratie.

La montée en puissance des idéologies, partis et coalitions d'extrême-Droite porte la xénophobie comme un éten-

7. L'ANVITA a fait partie d'un projet européen LiBri, pour valoriser la place des bibliothèques dans l'inclusion des personnes migrantes. 12 territoires français ont participé et ont inspiré en France et à l'étranger.

8. Strasbourg, Lyon, Grenoble, Rennes et Bordeaux, rejoints depuis par Grand Lyon et Paris. Deux décisions ont été rendues à Grenoble et Bordeaux en 2025, condamnant l'État à rembourser les collectivités en première instance. Dans les deux cas, les préfectures ont fait appel.

9. La dernière édition 2025 : <https://www.anvita.fr/ressource/guide-pour-une-france-accueillante-2025/>

dard identitaire : Qui sommes-nous ? Des non-étrangers ! Ah ! Pas sûr pour- tant que cela résolve La Crise, mais en attendant, l'attention est détournée des hyper-riches qui sont en train de mettre en péril notre avenir en saccageant la planète, et notre présent en détruisant l'État social. L'extrême-Droite est la nou- velle expression politique de l'ex- trême-Richesse¹⁰ qui entend dominer la planète et sa population au service de sa folie cupide.

On comprend que se joue, derrière ce jeu macabre, un enjeu de civilisation. Celle de l'hostilité tous azimuts, tant à l'égard des personnes que de la nature, qui est en train de nous entraîner dans sa chute. Historiquement et étymologi- quement, l'opposé en est l'hospitalité comprise, au-delà de l'ouverture de nos portes, nos esprits et nos cœurs, comme une conception de l'autre, personne, nature et avenir, perçu et traité comme allié-es ; la vie n'est pas destinée à être un éternel combat, mais un compagnon- nage sensible, attaché au sens, et intel- ligent, établissant des liens (inter-ligere) entre toutes les dimensions et compo- santes de la vie complexe, comme l'a démontré Edgard Morin.

Mais comment réagir ?

Inspiré des sanctuaires de l'antiquité méditerranéenne, une paroisse des Etats-Unis a décidé de se déclarer zone sanctuaire, autrement dit de protection absolue pour les personnes étrangères, quel que soit leur statut. Nous sommes en 1982, au début du néolibéralisme qui va fabriquer, surtout dans les pays occi- dentaux en manque de population, de la main d'œuvre quasiment sans droit, car « sans papier » ; une sorte de néo-es- clavagisme. La démarche va s'étendre à d'autres paroisses chrétiennes de tout bord, à des communautés juives, à des universités, puis à des villes entières et même à un État. En 1985-86, le mouve- ment est devenu relativement puissant.

Nous le rencontrerons à Paris, lors d'une tournée européenne de sensibilisation. C'est alors le début des lois Pasqua, machines administratives à créer des sans-papiers pour les besoins de la guerre économique : pour éviter la crise

de surproduction face à des marchés nationaux saturés, il faut conquérir des marchés extérieurs et donc baisser les prix en baissant les coûts salariaux par l'automation, la délocalisation et, quand ce n'est pas possible, l'irrégularisation de main d'œuvre étrangère. Nous pro- poserons de relayer en France l'initiative, mais sans succès.

La montée en puissance des idéologies, partis et coalitions d'extrême-Droite porte la xénophobie comme un étendard identitaire

En 2005, après une phase de déclin, le mouvement reprend de la vigueur aux États-Unis, démarre en Angleterre, et deux ans plus tard en France, au début de la période Sarkozy qui augure mal pour le droit des personnes exilées. Il n'aura pas le même succès et nous sommes prêts à le suspendre en 2015, quand des centaines de milliers de per- sonnes fuyant la Syrie arrivent en Europe, notamment, pour demander asile. Quelques-unes parviendront en France au gré de la xénophobie poli- tique. Le Réseau Sanctuaire prendra alors le nom de Réseau Hospitalité.

Le temps de l'action

À son initiative et en lien avec le réseau de recherche Mimed et le collectif Mar- seille HospitalitéS, il a été décidé de mar- quer ces anniversaires face à l'avancée, nullement inéluctable, des idées et poli- tiques d'extrême-Droite. C'est ainsi que nous nous sommes réunis, du 27 au 29 mai à Marseille, pour faire connaître et s'inspirer de ce mouvement.

Le premier jour, nous avons rencontré des organisations qui se battent pour un accueil inconditionnel et digne. Nous avons mis en évidence que nous sommes les enfants et les acteurs de mouve- ments de résistance et d'alternatives qui constituent notre histoire ; l'insoumission est notre ADN.

Le second jour, des chercheuses ont raconté la stratégie du « voisinage radi- cal » à Minneapolis (USA), par exemple, où la population alerte de l'arrivée de l'ICE à coups de sifflet, apporte des repas aux familles qui n'osent plus sor- tir de chez elles, mènent les enfants à l'école, fait barrage à ces milices du Pouvoir... il s'agit de faire « quelque chose », au moins être là comme témoin et soutien, même quand cela n'em- pêche pas l'horreur. De leur côté, les municipalités qui ont plus d'autonomie qu'en France, peuvent donner à leur administration, l'ordre de ne pas enre- gistrer et transmettre d'information à l'ICE qui a besoin du fichage pour cibler les arrestations. Mais l'administration Trump oppose également des straté- gies qui se sont adaptées : des lois liber- ticides ont été votées, la transmission d'informations entre le FBI et l'ICE a été automatisée et maintenant, l'enregis- trement administratif se fait à la source. La complémentarité des stratégies et l'alliance entre la municipalité et la population est déterminante. La xéno- phobie est réellement un marqueur des pouvoirs autoritaires ; elle vise autant les « étrangers » (catégorie très floue) et leurs soutiens ; abandonner la résis- tance de l'hospitalité serait un point de bascule, vers une forme de régime tota- litaire. La résistance est un acte de citoyenneté et d'humanité. Face à ces dérives qui se dessinent un peu partout, y compris en Europe, les élu-es doivent cesser de se penser en ilot de pouvoir et considérer la société civile auto-or- ganisée, comme une alliée, une parte- naire. La démocratie, aujourd'hui, doit être directe et radicale, intégrant tou/ tes les résident/es, quel que soit leur statut.

Le dernier jour, nous avons réfléchi sur trois ateliers : le soin et l'hospitalité, les enjeux de la lutte juridique et judiciaire, et l'urbanisme de l'hospitalité, comment concevoir et gouverner une ville pour qu'elle soit hospitalière. Toutes les pré- conisations seraient trop longues à exposer ici ; nous en retenons d'abord que nous continuons cette lutte contre la xénophobie d'Etat et surtout pour une société d'hospitalité, ce mot merveilleux dont la racine signifie égalité et récipro- cité ; un vrai programme politique.